L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$10 | *payable d'avance*
DO. TROIS FOIS PAR SEMAINE..$10 |

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 14 AVRIL 1843

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.

Aujourd'hui étant le Vendredi Saint, l'Abeille ne paraîtra pas demain. On trouvera dans la feuille de ce jour, les annonces de ventes judiciaires qui doivent avoir lieu demain.

DESTITUTIONS.

Dans son article d'inauguration, la nouvelle direction du *Courrier* prétend que la "doctrine de proscription" est whig d'origine. Il ne sera donc pas inutile aujourd'hui de rappeler comment cette doctrine a pris naissance et comment aussi elle s'est incorporée à la politique du jour. Il ne sera pas non plus hors de propos d'expliquer en même temps sous quel point de vue elle est considérée par le parti whig.

Il y avait quelques jours à peine que le général JACKSON était élu à la Présidence en 1828, lorsque le *Telegraph* de Washington, qui était à cette époque l'organe du parti victorieux, écrivit à propos des nominations et des déplacements les paroles suivantes :

"Sans nul doute le Général JACKSON *récompensera ses amis et punira ses ennemis.*

Le peuple des Etats-Unis n'avait point pensé jusqu'alors que les places qui sont à la disposition de l'Exécutif, pussent être considérées comme une proie à partager entre les vainqueurs; aussi les paroles du *Telegraph* causèrent-elles une certaine sensation. Avoir voté contre le général JACKSON, s'était donc avoir commis une offense digne d'un châtiment ? Les places ne devaient donc plus être le partage de ceux qui étaient le mieux en état de les remplir dans l'intérêt du public ? Sous les administrations précédentes, les différences d'opinion n'avaient nullement influé sur les destitutions, et la tolérance sur ce point était poussée si loin que Quincy Adams avait gardé comme un libre du cabinet un homme qui lui était ouvertement opposé. Les paroles du *Telegraph* présageaient donc une innovation majeure, ou plutôt une sorte de révolution.

Elle ne se fit pas attendre; le général JACKSON, aussitôt son inauguration, commença l'œuvre de proscription : "Il récompensa ses amis" en distribuant à ses partisans pour prix de services peu connus, toutes les places dont il pouvait disposer; il punit ses ennemis" en destituant tous les officiers qui s'étaient imaginés que la liberté de penser et d'agir était un de leurs premiers privilèges.

Tel fut le commencement de ce système de "rémunération et de châtiment" qui a transformé les charges publiques en une sorte de butin au profit des victorieux et qui a contribué à envenimer les luttes politiques. Ce système, les whigs le combattirent avec une résolution et une fermeté qui eussent mérité un meilleur destin; mais le nom du général JACKSON pesait dans la balance, et malgré tous leurs efforts pour garantir les luttes électorales d'un principe aussi corrupteur, les Whigs eurent la douleur de le voir consacrer par l'influence immense dont jouissait le héros de 1815. Cette doctrine passa dès lors en usage dans la politique du parti Jacksonien, et sauf de rares exceptions, elle peut être considérée comme un des principes fondamentaux de la *démocratie moderne*. Ce n'est guères que, lorsque les élections tournent contre eux, que nos adversaires songent à exprimer quelques doutes sur l'orthodoxie ou la nécessité de cette pratique. En pareille occasion, ils déclament vigoureusement contre la cruauté des proscriptions, dans l'espoir d'exciter des scrupules chez les vainqueurs et de conserver ainsi à leurs partisans quelques-unes des places d'où ils se sont vus expressés d'expulser leurs adversaires, s'ils eussent été assez heureux pour arriver au pouvoir. Vainqueurs, ils seraient sans pitié, vaincus, ils n'ont pas assez de larmes pour les pauvres victimes que l'on sacrifie.

Mais il n'a pas suffi aux Jacksoniens d'inscrire dans leur code politique le principe de proscription pure et simple. Ils ont été plus loin; et c'est à l'administration de M. Van Buren, ainsi à la fin de celle du général Jackson, qu'il faut faire honneur de ce perfectionnement. Les hommes ne furent plus mis seulement en place à cause de leurs opinions, ils furent tenus de se mêler activement des élections. Cette obligation est impérieuse, surtout depuis que M. Tyler s'est jeté dans la *Démocratie*. Les officiers du gouvernement sont de toute nécessité les "amis avoués et actifs" du Président; sans un dévouement absolu il n'y a point de salut pour eux; et la proscription éclate comme la foudre sur leur tête, s'ils ont le malheur surtout d'éprouver quelque sympathie pour Henry Clay.

La proscription était déjà un moyen puissant d'influence; mais comme l'intervention obligée des officiers du gouvernement dans les élections n'est-elle pas plus redoutable ? A la rigueur on pourrait résister à la première; mais comment lutter contre la seconde ? N'avons-nous pas sous les yeux des exemples frappans de ce que peut cette intervention ? N'est-ce point par elle que la succession du général Jackson a été assurée à M. Van Buren ? N'est-elle point depuis longtems consacrée par la pratique ? L'application de la doctrine de "rémunération et de châtiment" n'a-t-elle pas été poussée jusqu'à ses dernières conséquences par nos adversaires ? Nul n'en saurait disconvenir.

La question, dès lors, est bien simple à poser en ce qui touche le parti Whig ? Ce parti doit-il se laisser proscrire partout où il a le désavantage, et montrant une magnanimité toute évangélique, épargner, lorsqu'il triomphe, ceux de ses adversaires qui sont en place ? Doit-il se laisser immoler comme une victime et renoncer aux représailles ? Ce serait assurément plus que de l'abnégation, ce serait de la folie. Ce serait en quelque sorte provoquer la désertion et soudoyer une prime à la trahison.

Et d'ailleurs serait-il juste, nous le demandons à ceux qui ont introduit les premiers le système de proscription, serait-il juste que ceux qui en prêchent l'application, qui en défendent la moralité, la justice, la nécessité, fussent à l'abri des effets de ce système! Les whigs doivent-ils souffrir seuls d'une doctrine contre l'adoption de laquelle ils ont lutté, tandis que les hommes qui l'ont mise en avant, en recueilleraient tous les bénéfices ? En vérité, ce serait une duperie sans égale. Les whigs ont été les premiers frappés, chaque jour encore ils subissent les conséquences d'un principe dont ils n'ont pu triompher : ils ne peuvent pas, ils ne doivent pas, ils ne veulent se laisser proscrire impunément. Dans cette lutte qu'ils auraient voulu éviter, ils ne doivent pas abandonner la revanche. Il y va pour eux de leur influence.

Certes s'il était possible d'être généreux sans compromettre la bonne cause, s'ils trouvaient dans leurs adversaires cette tolérance qu'on leur prêche, les whigs seraient trop heureux de revenir aux anciennes erremens; mais en vérité lorsqu'on regarde autour de soi, ne trouve-t-on pas convaincu que la persécution est loin d'avoir diminué ? De toutes parts, dans le gouvernement fédéral, dans celui de l'Etat, les whigs sont frappés chaque jour; ils n'ont pas même été épargnés dans l'administration de la ville sous des autorités locales. Les partisans de CLAY surtout ont été les premières atteints; la vengeance exécutive a été les chercher dans toutes les directions. Il est donc important que les whigs, plus que jamais, songent à se défendre. Qu'ils s'unissent entre eux; qu'ils s'encouragent mutuellement; qu'ils combinent leurs efforts pour résister aux manœuvres de leurs adversaires; qu'ils ne négligent aucun des moyens dont ils peuvent disposer. C'est ainsi seulement qu'ils pourront conserver toutes leurs forces et se présenter en phalange serrée dans la grande lutte qui décidera si le gouvernement de notre pays doit revenir à la simplicité primitive et aux vrais principes de républicanisme.

SECONDE MUNICIPALITE.—A la dernière séance du conseil de cette municipalité, le comité de finances a présenté un plan pour le remboursement des billets actuellement en circulation. Voici les principaux traits de ce plan : Une taxe d'un pour cent sera frappée sur toutes les propriétés foncières, d'après l'assessment de 1842; cette taxe se paiera avec les billets municipaux ou avec les certificats du trésor qui vont être émis en ce moment. Chaque propriétaire donnera, en échange du paiement de cette taxe, reçoira un bon du trésor de la même somme et portant intérêt à six pour cent par an. Les bons ainsi délivrés se diviseront en trois classes, formées chacune d'une émission de $70,000 et remboursables en 1845, 1846 et 1847. Ces bons seront reçus par le trésor pour les dettes courantes durant l'année où devra s'effectuer leur remboursement, et en tout tems pour les dettes anciennes et les arrérages, ainsi que pour les rentes foncières. Cette émission a pour garantie par le revenu annuel de la municipalité, par les arrérages dûs au trésor et enfin par le capital de la rente foncière, qui s'élève à environ $560,000. Cette taxe, comme on le voit, est plutôt un emprunt qu'un impot; et cet emprunt mettrait la municipalité à même de rembourser promptement sa circulation. Il serait basé du reste sur de fort solides garanties.

Le comité fait remortir par un exemple l'extrême facilité que présenterait ce projet : " Le possesseur d'une propriété foncière de $10,000 est taxé à $100. Il paie cette somme en billets de municipalité qui, à dix pour cent d'escompte, lui coûteront $90 en espèces. Il reçoit en échange un bon du trésor remboursable en 1845, de la somme de $100 portant un intérêt annuel de six pour cent ; et contre ce bon, s'il le garde jusqu'à échéance, il recevra $119 en espèces. Ainsi, loin d'être soumis à un impôt, il se verra remboursé de la somme dont il se sera mis à découvert, augmentée de 11 pour cent d'intérêt par an. Il sera été en outre en part de la perte annuelle de $50,000 qui sans cette mesure frappera inévitablement la municipalité ; cette part en deux ans s'élèverait à $50 pour sa propriété. L'avantage ne sera pas tout à fait aussi grand pour ceux dont les bons ne seront remboursables qu'en 1846 et 1847 ; néanmoins cette espèce de placement offrira encore un bénéfice réel."

Ce plan est certainement fort ingénieux ; il présente des avantages réels ; mais il rencontrera tout d'abord, nous le craignons, une objection assez grave de la part de beaucoup de propriétaires : la difficulté de trouver de l'argent. La portée de cette objection sera considérablement réduite, si l'on remarque que les bons du trésor représenteront à peu de chose près l'argent contre lequel ils auront été échangés, et que ceux qui ont des taxes à payer pourront toujours les utiliser facilement. Nous conseillons du reste à tous ceux que cela intéresse de lire le rapport du comité d'où nous avons extrait le sommaire qui procède. Ce rapport fait fort bien ressortir tous les mérites du plan proposé.

ET LA MALLE a manqué hier au-delà de Charleston.

THEATRE D'ORLEANS.—Le public de la Nouvelle-Orléans n'a pas oublié le beau succès qu'obtint, il y a quelques années, *Gaston de St.-Elme*, drame écrit et joué avec un talent des plus remarquables par un de nos jeunes compatriotes. Ce drame va être remis à la scène : il a été soumis par l'auteur à la révision la plus sévère ; d'importantes coupures en rendent la marche plus vive et l'intérêt plus puissant : d'autres modifications y ont été aussi apportées, et le *Gaston de St.-Elme* d'aujourd'hui est en quelque sorte une œuvre nouvelle. La façon même dont ce drame sera monté, contribuera à cette transformation : il sera joué cette fois par des artistes de profession. Il gagnera sans doute pour l'ensemble ; mais nous doutons que l'artiste chargé du rôle de Gaston puisse donner à ce personnage la physionomie toute poétique qu'avait su lui imprimer l'auteur.

L'ECONOMISTE.—Les livraisons réunies du 15 février et du 1er. mars de cet estimable recueil forment une brochure d'un réel intérêt. Nous y avons remarqué surtout un article de M. Alph ase de Lamartine *sur les devoirs civils du curé*, un autre sans signature qui présente quelques considérations sur le but de l'histoire, et enfin de forts curieux renseignemens sur l'*Hydropathie*. A côté de ces travaux d'une haute portée on trouve une foule d'indications précieuses pour l'économie domestique. L'*Economiste* mérite d'obtenir un vrai succès.

Le *Créole* de St.-Martinville est sans contredit l'une des gazettes les plus libérales que l'on puisse voir : il annonce que moyant pu entrer en arrangement avec le shérif et la *Gazette*, il publiera GRATIS tous les avis officiels.

PENSACOLA.—Il y a en ce moment dans le port de Pensacola la frégate *Indépendance*, le sloop de guerre *Falmouth*, le brick *Dolphin*, et la corvette française la Brillante. La frégate française, la *Belle Poule*, commandée par le prince de Joinville, la suivra à vapeur des Etats-Unis, *Union*, ayant à bord M. Upshur et Spencer, secrétaires de la marine et du trésor, ainsi que plusieurs autres navires, sont attendus ce mois-ci dans ce même port.

M. SOUVESTRE.—On lit dans l'*Adversiteur* de Mobile d'avant hier :

"M. SOUVESTRE, porteur de dépêches de notre gouvernement à celui de Mexico, est passé hier par notre ville pour se rendre à Pensacola où il doit s'embarquer pour Vera-Cruz à bord du sloop des Etats-Unis, *Marion*, commandé par W. M. Armstrong. M. Southall compte être à Mexico le 25 courant. Parmi ses dépêches, se trouve le dernier traité conclu entre les Etats Unis et le gouvernement Mexicain."

LA MONNAIE de Dahlonega (Georgie), a frappé durant le premier trimestre de 1843 :

32,672 quarts d'aigle représentant une valeur de	$81,680
5,266 demi-aigles,	26,330
Total,	$108,010

FAITS DIVERS.

SYRIE.—Les représentans des cinq puissances ont eu une conférence, après avoir reçu la nouvelle de l'insurrection des deux districts au-delà de St. Jean. La base sur laquelle roulait la discussion dans cette conférence, était la note de Sarim Effendi, en date du 7 décembre 1842, promettant l'arrangement du différend entre les Druses et les Maronites. Les cinq représentans adressèrent à la Porte une protestation énergique contre l'insurrection. Cette note ne sera pas collective. Ils demanderont la division des populations de la Montagne de Syrie, moins d'après la religion et la nationalité que d'après la situation topographique du pays. Quant à la station des Alliés en Syrie, les représentans des puissances ne seront pas encore prononcés. La Porte se plaint, dans un memorandum adressé aux envoyés de toute les puissances, de ce que les chancelleries étrangères donnent à tous les sujets turcs chrétiens des passeports. Ces rajahs, après leur retour, sont en possession de ces passeports, se regardent comme des étrangers et non comme des sujets de la Porte. Les ambassadeurs s'irrigent un droit exorbitant sur les rajahs, et se mettent en contravention avec les principes du droit public. La Porte annonce qu'à l'avenir elle regardera tout rajah comme sujet turc, lorsqu'il n'aura pas été rayé du nombre de ses sujets par l'autorité turque. Ce memorandum a été suivi à la conduite d'une puissance du Nord (la Russie), qui transforme les sujets turcs en sujets russes, au moyen de passeports.

—Le major anglais William, qui doit figurer comme commissaire anglais dans l'arrangement de la question turco-persane, est parti pour Erzeron le 27 janvier.

SCENE.—Des scènes de désordres ont eu lieu le 6 *février* à Northolzing, parce qu'un grand nombre de conscrits russes, quoique ayant payé les frais de la célébration de la fête du vingt-cinquième anniversaire de S. M. le roi, avaient été exclus de cette solennité, et que les notables seuls de la ville avaient reçu des invitations. Des mécontens, au nombre de 2 à 3,000, ont parcouru la ville et brisé les vitres des maisons des gens riches et distingués. Plusieurs personnes ont été blessées. Enfin on est parvenu à rétablir la tranquillité. Cependant on a jugé nécessaire, pour le maintien de l'ordre, de faire faire des patrouilles la nuit suivante. (*Nouvelle Gazette de Hambourg.*)

RUSSIE DE TAPOU.—On écrit de Tripoli, le 9 février, à la *Gazette du Midi* :

"L'état de ce pays est bien affligeant. Le pacha vient de faire arrêter plusieurs jeunes Arabes pour les incorporer dans ses troupes, et depuis cet événement on ne voit plus aucun Arabe sur les marché's.

"Les Turcs ne pensent qu'à amasser de l'argent, et ils se soucient fort peu des intérêts du pays. Si malheureusement Tripoli est encore gouverné pendant quelques années par des pachas de cette nation, la ré-gence ne sera qu'un vaste désert; car la population va bientôt d'autres contrées.

"Le consul anglais est revenu à Tripoli; il était allé accompagner M. Gagliuffi, nommé vice-consul de la même nation à Mursuck. L'Angleterre gagne journellement du terrain dans cette régence. Déjà elle fait changer à son gré les gouverneurs, établit des agens consulaires dans l'intérieur, etc."

SERVIE—Belgrade, 6 février—Le dernier rapport reçu de Constantinople donne un faible espoir que la Russie reconnaîtra le nouveau gouvernement servien dans la personne de son président actuel. Si cet espoir se réalise, on croit que la Russie aura montré cette condescendance, non par déférence pour la disposition des quatre puissances pour établir la responsabilité des auteurs de la dernière révolution, mais plutôt par égard pour les rapports de M. de Lieven. Ce diplomate a émis la conviction que le nouvel état de choses créé en Servie ne serait pas de longue durée, parce que le parti national qui veut être indépendant de la Russie et de l'étranger a pu de chef. M. de Lieven conseille de laisser les choses suivre leur marche naturelle jusqu'à ce qu'un acte ou une occasion de rétablir sans bruit les anciens rapports du pays avec la puissance protectrice. M. de Lieven n'est pas d'avis d'encourager une autre révolution; il se serait difficile dans l'exécution, et en cas de succès même, elle serait défavorable aux intérêts publics. Les opinions de M. de Lieven n'ont pas, jusqu'ici, prévalu à St. Petersbourg; mais la proposition conciliatrice des quatre puissances doit être jugée en considération par le cabinet russe. En s'abstenant pas que l'assertion de M de Lieven puisse se soutenir sérieusement, cependant le jugement d'un homme politique aussi distingué doit exercer quelque influence. L'éloignement des chefs de la dernière révolution pourrait donner à St. Petersbourg l'idée de reconnaître la solidité de l'état de choses actuel il règne en Servie une tranquillité profonde. Le mouvement du prince Michel n'aura pas lieu, ou du moins est-il définitivement ajourné. Le chef le plus entreprenant de ce parti a, dit-on, été éloigné de la frontière. Le prince Michel, qui se trouve toujours dans le Banat, possède encore quelques actes publics. Rifat-Pacha a demandé la tenue de ces papiers officielles. Le prince ne s'est pas montré empressé de les lui remettre, ne regardant pas encore sa cause comme perdue. Il attend l'ordre de la puissance protectrice (la Russie) et le conseil des autres puissances.

On écrit d'Agram, 1er janvier 1843 : "Notre correspondance de Semlin, en date du 16 janvier, porte que l'agent servien à Constantinople a eu une conférence avec M. de Bontenief et le général russe baron de Lieven. Ce dernier a déclaré que le gouvernement russe aurait été extrêmement contrarié de ce qu'il était arrivé un prince, Obrenowitsch et le sien ministre; mais qu'il était maintenant pleinement convaincu de la nécessité de laisser subsister l'état actuel des choses en Servie.

"Dans toute la Servie règne la plus grande tranquillité. Les vieux Serviens racontent avec joie et le cœur plein de consolation la guerre de l'indépendance soutenue sous Kara Georgie, et ils ont les yeux mouillés de larmes en songeant que la Providence a établi sur le trône de la Servie le fils de leur libérateur.

Le consul français Kodrika a présenté, il y a quelques jours, une autre médaille au prince Alexandre, par laquelle ce dernier est reconnu comme prince régnant légitime des Serviens.

"Toute l'Europe a présentement les yeux tournés vers la Servie; beaucoup de personnes jugent que la paix pourrait être compromise si la Turquie persistait dans sa résolution d'exclure les Obrenowitsch du service et de laisser les Serviens dans l'Etat où ils se trouvent, mais non; toutes les grandes puissances ont déclaré que le droit de souveraineté du sultan devait être intact."

TESTAMENT D'UNE ANGLAISE.—Mlle. Sarah Topping, anglaise d'origine, a laissé un testament curieux dont voici la teneur :

"Ceci est mon testament.

"Je veux qu'il soit prélevé sur le plus clair de mes biens un capital dont les intérêts puissent s'élever à la même somme de rente annuelle, laquelle reste acquise à payée de trois mois en trois mois à certaine personne que je dénommerai dans un codicille, ou, à défaut d'avoir fait ceci, qui sera choisi par mes exécuteurs testamentaires [la testatrice a désigné elle-même la personne dans un codicille], à la charge de nourrir et soigner mes trois chats favoris connus sous les noms de *Nic*, *Fanfan* et *Mimi*, en outre que j'aurai à l'époque de ma mort.

"Cette rente durera aussi longtems qu'il y aura en vie un seul de ces animaux domestiques. Mes exécuteurs testamentaires pourront, en cas de négligence de la personne dans un codicille], à la charge de nourrir et soigner mes trois chats favoris connus sous les noms de *Nic*, *Fanfan* et *Mimi*, en outre que j'aurai à l'époque de ma mort.

"Cette rente durera aussi longtems qu'il y aura en vie un seul de ces animaux domestiques. Mes exécuteurs testamentaires pourront, en cas de négligence de la part de beaucoup de propriétaires : la difficulté de trouver de l'argent. La portée de cette objection sera considérablement réduite, si l'on remarque que les bons du trésor représenteront à peu de chose près l'argent contre lequel ils auront été échangés, et que ceux qui ont des taxes à payer pourront toujours les utiliser facilement. Nous conseillons du reste à tous ceux que cela intéresse de lire le rapport du comité d'où nous avons extrait le sommaire qui procède. Ce rapport fait fort bien ressortir tous les mérites du plan proposé.

ET LA MALLE a manqué hier au-delà de Charleston.

THEATRE D'ORLEANS.—Le public de la Nouvelle-Orléans n'a pas oublié le beau succès qu'obtint, il y a quelques années, *Gaston de St.-Elme*, drame écrit et joué avec un talent des plus remarquables par un de nos jeunes compatriotes. Ce drame va être remis à la scène : il a été soumis par l'auteur à la révision la plus sévère ; d'importantes coupures en rendent la marche plus vive et l'intérêt plus puissant : d'autres modifications y ont été aussi apportées, et le *Gaston de St.-Elme* d'aujourd'hui est en quelque sorte une œuvre nouvelle. La façon même dont ce drame sera monté, contribuera à cette transformation : il sera joué cette fois par des artistes de profession. Il gagnera sans doute pour l'ensemble ; mais nous doutons que l'artiste chargé du rôle de Gaston puisse donner à ce personnage la physionomie toute poétique qu'avait su lui imprimer l'auteur.

L'ECONOMISTE.—Les livraisons réunies du 15 février et du 1er. mars de cet estimable recueil forment une brochure d'un réel intérêt. Nous y avons remarqué surtout un article de M. Alph ase de Lamartine *sur les devoirs civils du curé*, un autre sans signature qui présente quelques considérations sur le but de l'histoire, et enfin de forts curieux renseignemens sur l'*Hydropathie*. A côté de ces travaux d'une haute portée on trouve une foule d'indications précieuses pour l'économie domestique. L'*Economiste* mérite d'obtenir un vrai succès.

Le *Créole* de St.-Martinville est sans contredit l'une des gazettes les plus libérales que l'on puisse voir : il annonce que moyant pu entrer en arrangement avec le shérif et la *Gazette*, il publiera GRATIS tous les avis officiels.

PENSACOLA.—Il y a en ce moment dans le port de Pensacola la frégate *Indépendance*, le sloop de guerre *Falmouth*, le brick *Dolphin*, et la corvette française la Brillante. La frégate française, la *Belle Poule*, commandée par le prince de Joinville, la suivra à vapeur des Etats-Unie, *Union*, ayant à bord M. Upshur et Spencer, secrétaires de la marine et du trésor, ainsi que plusieurs autres navires, sont attendus ce mois-ci dans ce même port.

M. SOUVESTRE.—On lit dans l'*Adversiteur* de Mobile d'avant hier :

"M. SOUVESTRE, porteur de dépêches de notre gouvernement à celui de Mexico, est passé hier par notre ville pour se rendre à Pensacola où il doit s'embarquer pour Vera-Cruz à bord du sloop des Etats-Unis, *Marion*, commandé par W. M. Armstrong. M. Southall compte être à Mexico le 25 courant. Parmi ses dépêches, se trouve le dernier traité conclu entre les Etats Unis et le gouvernement Mexicain."

LA MONNAIE de Dahlonega (Georgie), a frappé durant le premier trimestre de 1843 :

32,672 quarts d'aigle représentant une valeur de	$81,680
5,266 demi-aigles,	26,330
Total,	$108,010

FAITS DIVERS.

SYRIE.—Les représentans des cinq puissances ont eu une conférence, après avoir reçu la nouvelle de l'insurrection des deux districts au-delà de St. Jean. La base sur laquelle roulait la discussion dans cette conférence, était la note de Sarim Effendi, en date du 7 décembre 1842, promettant l'arrangement du différend entre les Druses et les Maronites. Les cinq représentans adressèrent à la Porte une protestation énergique contre l'insurrection. Cette note ne sera pas collective. Ils demanderont la division des populations de la Montagne de Syrie, moins d'après la religion et la nationalité que d'après la situation topographique du pays. Quant à la station des Alliés en Syrie, les représentans des puissances ne seront pas encore prononcés. La Porte se plaint, dans un memorandum adressé aux envoyés de toute les puissances, de ce que les chancelleries étrangères donnent à tous les sujets turcs chrétiens des passeports. Ces rajahs, après leur retour, sont en possession de ces passeports, se regardent comme des étrangers et non comme des sujets de la Porte. Les ambassadeurs s'irrigent un droit exorbitant sur les rajahs, et se mettent en contravention avec les principes du droit public. La Porte annonce qu'à l'avenir elle regardera tout rajah comme sujet turc, lorsqu'il n'aura pas été rayé du nombre de ses sujets par l'autorité turque. Ce memorandum a été suivi à la conduite d'une puissance du Nord (la Russie), qui transforme les sujets turcs en sujets russes, au moyen de passeports.

—Le major anglais William, qui doit figurer comme commissaire anglais dans l'arrangement de la question turco-persane, est parti pour Erzeron le 27 janvier.

SCENE.—Des scènes de désordres ont eu lieu le 6 *février* à Northolzing, parce qu'un grand nombre de conscrits russes, quoique ayant payé les frais de la célébration de la fête du vingt-cinquième anniversaire de S. M. le roi, avaient été exclus de cette solennité, et que les notables seuls de la ville avaient reçu des invitations. Des mécontens, au nombre de 2 à 3,000, ont parcouru la ville et brisé les vitres des maisons des gens riches et distingués. Plusieurs personnes ont été blessées. Enfin on est parvenu à rétablir la tranquillité. Cependant on a jugé nécessaire, pour le maintien de l'ordre, de faire faire des patrouilles la nuit suivante. (*Nouvelle Gazette de Hambourg.*)

RUSSIE DE TAPOU.—On écrit de Tripoli, le 9 février, à la *Gazette du Midi* :

"L'état de ce pays est bien affligeant. Le pacha vient de faire arrêter plusieurs jeunes Arabes pour les incorporer dans ses troupes, et depuis cet événement on ne voit plus aucun Arabe sur les marché's.

"Les Turcs ne pensent qu'à amasser de l'argent, et ils se soucient fort peu des intérêts du pays. Si malheureusement Tripoli est encore gouverné pendant quelques années par des pachas de cette nation, la régence ne sera qu'un vaste désert; car la population va bientôt d'autres contrées.

"Le consul anglais est revenu à Tripoli; il était allé accompagner M. Gagliuffi, nommé vice-consul de la même nation à Mursuck. L'Angleterre gagne journellement du terrain dans cette régence. Déjà elle fait changer à son gré les gouverneurs, établit des agens consulaires dans l'intérieur, etc."

SERVIE—Belgrade, 6 février—Le dernier rapport reçu de Constantinople donne un faible espoir que la Russie reconnaîtra le nouveau gouvernement servien dans la personne de son président actuel. Si cet espoir se réalise, on croit que la Russie aura montré cette condescendance, non par déférence pour la disposition des quatre puissances pour établir la responsabilité des auteurs de la dernière révolution, mais plutôt par égard pour les rapports de M. de Lieven. Ce diplomate a émis la conviction que le nouvel état de choses créé en Servie ne serait pas de longue durée, parce que le parti national qui veut être indépendant de la Russie et de l'étranger a pu de chef. M. de Lieven conseille de laisser les choses suivre leur marche naturelle jusqu'à ce qu'un acte ou une occasion de rétablir sans bruit les anciens rapports du pays avec la puissance protectrice. M. de Lieven n'est pas d'avis d'encourager une autre révolution; il se serait difficile dans l'exécution, et en cas de succès même, elle serait défavorable aux intérêts publics. Les opinions de M. de Lieven n'ont pas, jusqu'ici, prévalu à St. Petersbourg; mais la proposition conciliatrice des quatre puissances doit être jugée en considération par le cabinet russe. En s'abstenant pas que l'assertion de M de Lieven puisse se soutenir sérieusement, cependant le jugement d'un homme politique aussi distingué doit exercer quelque influence. L'éloignement des chefs de la dernière révolution pourrait donner à St. Petersbourg l'idée de reconnaître la solidité de l'état de choses actuel il règne en Servie une tranquillité profonde. Le mouvement du prince Michel n'aura pas lieu, ou du moins est-il définitivement ajourné. Le chef le plus entreprenant de ce parti a, dit-on, été éloigné de la frontière. Le prince Michel, qui se trouve toujours dans le Banat, possède encore quelques actes publics. Rifat-Pacha a demandé la tenue de ces papiers officielles. Le prince ne s'est pas montré empressé de les lui remettre, ne regardant pas encore sa cause comme perdue. Il attend l'ordre de la puissance protectrice (la Russie) et le conseil des autres puissances.

On écrit d'Agram, 1er janvier 1843 : "Notre correspondance de Semlin, en date du 16 janvier, porte que l'agent servien à Constantinople a eu une conférence avec M. de Bontenief et le général russe baron de Lieven. Ce dernier a déclaré que le gouvernement russe aurait été extrêmement contrarié de ce qu'il était arrivé un prince, Obrenowitsch et le sien ministre; mais qu'il était maintenant pleinement convaincu de la nécessité de laisser subsister l'état actuel des choses en Servie.

"Dans toute la Servie règne la plus grande tranquillité. Les vieux Serviens racontent avec joie et le cœur plein de consolation la guerre de l'indépendance soutenue sous Kara Georgie, et ils ont les yeux mouillés de larmes en songeant que la Providence a établi sur le trône de la Servie le fils de leur libérateur.

Le consul français Kodrika a présenté, il y a quelques jours, une autre médaille au prince Alexandre, par laquelle ce dernier est reconnu comme prince régnant légitime des Serviens.

"Toute l'Europe a présentement les yeux tournés vers la Servie; beaucoup de personnes jugent que la paix pourrait être compromise si la Turquie persistait dans sa résolution d'exclure les Obrenowitsch du service et de laisser les Serviens dans l'Etat où ils se trouvent, mais non; toutes les grandes puissances ont déclaré que le droit de souveraineté du sultan devait être intact."

TESTAMENT D'UNE ANGLAISE.—Mlle. Sarah Topping, anglaise d'origine, a laissé un testament curieux dont voici la teneur :

"Ceci est mon testament.

"Je veux qu'il soit prélevé sur le plus clair de mes biens un capital dont les intérêts puissent s'élever à la même somme de rente annuelle, laquelle reste acquise à payée de trois mois en trois mois à certaine personne que je dénommerai dans un codicille, ou, à défaut d'avoir fait ceci, qui sera choisi par mes exécuteurs testamentaires [la testatrice a désigné elle-même la personne dans un codicille], à la charge de nourrir et soigner mes trois chats favoris connus sous les noms de *Nic*, *Fanfan* et *Mimi*, en outre que j'aurai à l'époque de ma mort.

"Cette rente durera aussi longtems qu'il y aura en vie un seul de ces animaux domestiques. Mes exécuteurs testamentaires pourront, en cas de négligence de la part de beaucoup de propriétaires : la difficulté de trouver de l'argent. La portée de cette objection sera considérablement réduite, si l'on remarque que les bons du trésor représenteront à peu de chose près l'argent contre lequel ils auront été échangés, et que ceux qui ont des taxes à payer pourront toujours les utiliser facilement. Nous conseillons du reste à tous ceux que cela intéresse de lire le rapport du comité d'où nous avons extrait le sommaire qui procède. Ce rapport fait fort bien ressortir tous les mérites du plan proposé.

ET LA MALLE a manqué hier au-delà de Charleston.

THEATRE D'ORLEANS.—Le public de la Nouvelle-Orléans n'a pas oublié le beau succès qu'obtint, il y a quelques années, *Gaston de St.-Elme*, drame écrit et joué avec un talent des plus remarquables par un de nos jeunes compatriotes. Ce drame va être remis à la scène : il a été soumis par l'auteur à la révision la plus sévère ; d'importantes coupures en rendent la marche plus vive et l'intérêt plus puissant : d'autres modifications y ont été aussi apportées, et le *Gaston de St.-Elme* d'aujourd'hui est en quelque sorte une œuvre nouvelle. La façon même dont ce drame sera monté, contribuera à cette transformation : il sera joué cette fois par des artistes de profession. Il gagnera sans doute pour l'ensemble ; mais nous doutons que l'artiste chargé du rôle de Gaston puisse donner à ce personnage la physionomie toute poétique qu'avait su lui imprimer l'auteur.

L'ECONOMISTE.—Les livraisons réunies du 15 février et du 1er. mars de cet estimable recueil forment une brochure d'un réel intérêt. Nous y avons remarqué surtout un article de M. Alph ase de Lamartine *sur les devoirs civils du curé*, un autre sans signature qui présente quelques considérations sur le but de l'histoire, et enfin de forts curieux renseignemens sur l'*Hydropathie*. A côté de ces travaux d'une haute portée on trouve une foule d'indications précieuses pour l'économie domestique. L'*Economiste* mérite d'obtenir un vrai succès.

Le *Créole* de St.-Martinville est sans contredit l'une des gazettes les plus libérales que l'on puisse voir : il annonce que moyant pu entrer en arrangement avec le shérif et la *Gazette*, il publiera GRATIS tous les avis officiels.

PENSACOLA.—Il y a en ce moment dans le port de Pensacola la frégate *Indépendance*, le sloop de guerre *Falmouth*, le brick *Dolphin*, et la corvette française la Brillante. La frégate française, la *Belle Poule*, commandée par le prince de Joinville, la suivra à vapeur des Etats-Unie, *Union*, ayant à bord M. Upshur et Spencer, secrétaires de la marine et du trésor, ainsi que plusieurs autres navires, sont attendus ce mois-ci dans ce même port.

M. SOUVESTRE.—On lit dans l'*Adversiteur* de Mobile d'avant hier :

"M. SOUVESTRE, porteur de dépêches de notre gouvernement à celui de Mexico, est passé hier par notre ville pour se rendre à Pensacola où il doit s'embarquer pour Vera-Cruz à bord du sloop des Etats-Unis, *Marion*, commandé par W. M. Armstrong. M. Southall compte être à Mexico le 25 courant. Parmi ses dépêches, se trouve le dernier traité conclu entre les Etats Unis et le gouvernement Mexicain."

LA MONNAIE de Dahlonega (Georgie), a frappé durant le premier trimestre de 1843 :

32,672 quarts d'aigle représentant une valeur de	$81,680
5,266 demi-aigles,	26,330
Total,	$108,010

FAITS DIVERS.

SYRIE.—Les représentans des cinq puissances ont eu une conférence, après avoir reçu la nouvelle de l'insurrection des deux districts au-delà de St. Jean. La base sur laquelle roulait la discussion dans cette conférence, était la note de Sarim Effendi, en date du 7 décembre 1842, promettant l'arrangement du différend entre les Druses et les Maronites. Les cinq représentans adressèrent à la Porte une protestation énergique contre l'insurrection. Cette note ne sera pas collective. Ils demanderont la division des populations de la Montagne de Syrie, moins d'après la religion et la nationalité que d'après la situation topographique du pays. Quant à la station des Alliés en Syrie, les représentans des puissances ne seront pas encore prononcés. La Porte se plaint, dans un memorandum adressé aux envoyés de toute les puissances, de ce que les chancelleries étrangères donnent à tous les sujets turcs chrétiens des passeports. Ces rajahs, après leur retour, sont en possession de ces passeports, se regardent comme des étrangers et non comme des sujets de la Porte. Les ambassadeurs s'irrigent un droit exorbitant sur les rajahs, et se mettent en contravention avec les principes du droit public. La Porte annonce qu'à l'avenir elle regardera tout rajah comme sujet turc, lorsqu'il n'aura pas été rayé du nombre de ses sujets par l'autorité turque. Ce memorandum a été suivi à la conduite d'une puissance du Nord (la Russie), qui transforme les sujets turcs en sujets russes, au moyen de passeports.

—Le major anglais William, qui doit figurer comme commissaire anglais dans l'arrangement de la question turco-persane, est parti pour Erzeron le 27 janvier.

SCENE.—Des scènes de désordres ont eu lieu le 6 *février* à Northolzing, parce qu'un grand nombre de conscrits russes, quoique ayant payé les frais de la célébration de la fête du vingt-cinquième anniversaire de S. M. le roi, avaient été exclus de cette solennité, et que les notables seuls de la ville avaient reçu des invitations. Des mécontens, au nombre de 2 à 3,000, ont parcouru la ville et brisé les vitres des maisons des gens riches et distingués. Plusieurs personnes ont été blessées. Enfin on est parvenu à rétablir la tranquillité. Cependant on a jugé nécessaire, pour le maintien de l'ordre, de faire faire des patrouilles la nuit suivante. (*Nouvelle Gazette de Hambourg.*)

RUSSIE DE TAPOU.—On écrit de Tripoli, le 9 février, à la *Gazette du Midi* :

"L'état de ce pays est bien affligeant. Le pacha vient de faire arrêter plusieurs jeunes Arabes pour les incorporer dans ses troupes, et depuis cet événement on ne